

Où va la vieille Europe ?

Philippe Durance¹ et Michel Godet²

(Paru dans le rapport sur l'Etat de l'Union de la Fondation Robert Schuman en 2007)

Qu'il paraît loin le temps de l'Europe de Maastricht en marche vers l'élargissement de l'Atlantique à l'Oural, le temps de la construction monétaire de la convergence et de la cohésion des politiques économiques ! Cette Europe réunifiée après l'effondrement du mur de Berlin devait retrouver sa toute puissance et son rayonnement. Les Etats-Unis s'inquiétaient de cette Europe forteresse et ne voyaient pas encore la Chine industrielle conquérir le monde.

Le mirage collectif de la nouvelle économie triomphante dans une économie mondialisée s'est évanoui au moment même où la monnaie unique se mettait en place dans douze pays européens ; la Grande Bretagne, toujours plus ouverte sur le grand large que sur le continent, conservant la livre.

Aujourd'hui, l'Europe apparaît bien malade. Les compatriotes de Jean Monnet l'on brisé dans son élan en avril 2004. Ils son voté « Non » au référendum pour des raisons liées à leur peur du changement et à des décennies d'ambiguïté et de manque de courage politique des dirigeants, l'Europe ayant servi, pour la droite comme pour la gauche, de bouc émissaire pour faire passer le besoin de réformes et de libéralisation des marchés.

Les Français entendaient exister dans le monde, au travers de l'Europe comme porte voix. Ils se sont tirés une balle dans le pied et leur voix ne compte plus guère. L'élargissement de l'Europe se poursuit ; ce succès l'étouffe et la paralyse plus que jamais, faute de réforme de la Constitution et des règles de décision à la majorité au lieu de l'unanimité. Dans leurs scénarios géostratégiques mondiaux, certaines firmes n'excluent plus des retours en arrière : un éclatement de l'Europe et un retour au franc, au mark ou à la lire. Bref, l'Europe est en panne et aucune avancée sérieuse ne peut se faire quand l'un de ses principaux membres est en période électorale. C'est dire que les fenêtres de tir pour les pas en avant sont réduites et que l'impuissance politique de l'Europe augmente avec le nombre de pays.

Nous ne désespérons pas de l'avenir : c'est la nécessité qui fait l'Europe, disait Jean Monnet. Les questions de sécurité, de maîtrise des inévitables et souhaitables flux migratoires, de négociation internationale sur le commerce et le développement durable de la planète sont autant de bonnes raisons de rester optimistes. L'Europe avance aussi tous les jours dans les faits et les réglementations. Elle le fait à son rythme, mais continue surtout sur la lancée des décisions et directives antérieures. Les nouveaux membres venus de l'Est connaissent des taux de croissance record et s'intègrent rapidement dans l'espace économique européen alors qu'ils ne bénéficient pas des mêmes concours que le Portugal ou la Grèce lors des élargissements précédents.

¹ Chercheur associé au Lipsor (CNAM, www.lapropective.fr).

² Professeur au CNAM, auteur de *Le Courage du bon sens. Pour construire l'avenir autrement*, Éditions Odile Jacob, janvier 2007.

Ces points de convergence ne doivent pas faire oublier les divergences croissantes entre pays européens qui se constatent dans les domaines de la croissance par habitant, du temps de travail et des modèles sociaux ou, encore, des politiques migratoires. Il faut bien constater que les promesses de surcroît de croissance du marché et de la monnaie unique ont été démenties par les faits. Les petits pays, sans grand marché intérieur, ont continué à connaître, dans l'ensemble, une croissance plus forte que les grands et les pays de la zone euro, à l'exception notable de l'Espagne et de l'Irlande (cf. tableau 1) ; ils se sont enfoncés dans la croissance molle et dans les déficits budgétaires. L'Euro n'est pas fautif, mais il a servi de révélateur des faiblesses des grands pays, comme l'Italie, qui ne peut plus se doper avec des dévaluations compétitives, ou la France qui, sans l'Euro, toujours fort grâce aux excédents industriels de l'Allemagne, serait obligée de dévaluer et d'instaurer, comme en 1983, plus de rigueur dans la dérive des dépenses et de la dette publique³.

Les temps changent. L'Allemagne est en passe d'avoir digéré sa réunification et se remet au travail. Elle va bientôt se libérer du couple franco-allemand, devenu un moteur sans énergie, et demander à la France de cesser d'être le mauvais élève de la classe européenne. La France est, on le sait, le seul grand pays développé où l'économie de marché est considérée comme un mal par une majorité de l'opinion. La mondialisation est systématiquement présentée dans l'Hexagone comme une menace. Cette exception Française est d'autant plus incongrue que le monde vit presque partout une extraordinaire belle époque de croissance sans précédent avec, on l'espère, l'absence de perspective de nouvelle guerre mondiale qui viendrait saigner la population européenne. Il est vrai que la démographie européenne est vieillissante et que l'Europe devra ouvrir largement ses frontières pour remplacer les actifs qui manquent déjà. Il reste encore une complémentarité à jouer dans le couple franco-allemand : si l'Allemagne est exemplaire pour sa compétitivité, la France le demeure pour sa politique familiale qui, bien qu'écornée régulièrement (le niveau de vie relatif des familles avec enfants ne cesse de se dégrader), lui permet d'avoir le deuxième taux de fécondité de l'Union. Cette bonne performance étant cependant ternie par l'échec d'un modèle d'intégration républicain qui se voulait exemplaire et universel. La Grande-Bretagne connaît, d'ailleurs, des difficultés comparables avec son modèle communautariste. En raison de leur effondrement démographique plus accusé, l'Espagne et l'Italie ont recours à la régularisation de flux considérables de populations actives immigrées. Il s'agit d'une immigration de travail qui, de ce fait, apporte, pour le moment, plus de solutions que de problèmes. Mais la montée du terrorisme islamique et la cohabitation des communautés risquent, partout en Europe, de devenir des enjeux bien plus concrets et urgents que la conquête de l'espace et la course technologique avec les États-Unis.

³ Grâce à l'euro, la France est accrochée à la locomotive industrielle allemande. Cette facilité la sauve, autant qu'elle la perd. Si elle était encore avec le franc face au mark, la France serait certainement contrainte de presser les réformes (à commencer par le temps de travail, car nous travaillons trois semaines de moins que l'Espagne et cinq semaines de moins que le Royaume-Uni) et d'accepter des dévaluations compétitives. Son déficit bilatéral vis-à-vis de l'Allemagne, de l'ordre de 10 milliards d'euros, est comparable avec celui enregistré avec la Chine, mais on en parle beaucoup moins. Il serait temps de s'inspirer du modèle industriel vertueux de l'Allemagne.

L'optimisme de l'action ne doit pas faire oublier le réalisme et le pessimisme de la réflexion. Les questions pertinentes sont, souvent, forcément un peu impertinentes pour ceux qu'elles concernent. Et certains sont tentés de les taire pour ne pas déplaire. La posture du prospectiviste est différente : il doit poser les questions qui dérangent, quitte à troubler le bal des biens pensants. C'est ainsi que nous voudrions évoquer quelques sujets qui fâchent concernant : l'ouverture de l'Europe aux échanges et à la mondialisation, la réforme de la PAC, le rôle de l'industrie dans la compétitivité économique et les conséquences du vieillissement sur la croissance.

L'Europe ouverte ne doit pas signifier l'Europe offerte

La libéralisation du commerce international a permis une croissance mondiale sans précédent. Depuis 1947, les tarifs douaniers moyens ont diminué de près de 90 % entre les pays industrialisés, les échanges ont été quasiment multipliés par vingt et la production mondiale par dix. S'attaquer aux barrières non tarifaires et aux pratiques protectionnistes de certains pays, comme les États-Unis, représente la prochaine étape.

L'Europe ouverte ne doit pas signifier l'Europe offerte. Elle doit peser de toute son influence à l'OMC pour organiser le libre-échange et s'opposer à la loi du plus fort. L'Europe entière devrait se mobiliser pour faire accepter à ses partenaires le principe de réciprocité dans l'ouverture. Et le tout, sans jamais céder à la tentation protectionniste.

La concurrence des pays à bas salaires a, naguère, fait couler beaucoup d'encre. Globalement, l'Union européenne a un commerce extérieur équilibré avec le reste du monde. Les échanges représentent, comme pour la France, près du quart de sa production, et les deux-tiers de ses importations et de ses exportations proviennent ou sont destinés à elle-même. Il serait donc dangereux de régler les échanges, et la production, sur le baromètre de l'emploi, car les pays ont un avantage commun à l'échange, même s'il est inégalement partagé. Grâce à lui, ils s'enrichissent mutuellement, alors qu'en se fermant, ils s'appauvrissent et cessent de progresser.

Tout le monde bénéficie de l'internationalisation des échanges et même si, dans certains secteurs, on perd en emplois, on y gagne en richesse. D'ailleurs, accuser les nouveaux pays industrialisés n'est plus de mise, car l'on sait bien, depuis les travaux de l'OCDE et du CAE, que les échanges extérieurs représentent globalement une balance nette d'emplois positive. C'est aussi une question d'éthique. On ne peut demander à des pays faibles d'accepter les lois de la concurrence quand elles nous sont favorables et rejeter ces mêmes lois quand elles posent problème, ici ou là. On ne peut refuser d'importer ce que les pays à bas salaires produisent de manière plus compétitive, car c'est leur principal avantage comparatif. Permettre à ces nations de s'ouvrir à la croissance des échanges constitue le meilleur moyen de faire avancer leur contexte social.

Les reculs ordonnés avec une meilleure spécialisation sont profitables ; par exemple, importer de grandes quantités de biens de peu de valeur, à fort contenu en travail non qualifié, contre une faible quantité de biens de haute valeur ajoutée, à fort contenu en intelligence et savoir-faire ajoutés.

La comparaison France-Allemagne est éclairante sur ce point : la pénétration des importations industrielles y est voisine de 40 % de la consommation industrielle

intérieure dans les deux pays. Mais la part en provenance des pays à bas coût est deux fois plus faible en France qu'en Allemagne : 11 % contre 24 %⁴. L'industrie allemande est mieux insérée dans la spécialisation, et plus compétitive pour exporter des produits transformés à partir de pièces et de composants achetés moins cher. C'est ainsi que les Allemands ont retrouvé, une fois la réunification digérée, une balance extérieure largement excédentaire.

La mondialisation des économies ne signifiera pas nécessairement un nivellement par le bas des conditions de vie. Néanmoins, le rattrapage des moins développés imposera aux plus avancés des reconversions économiques et sociales, qui seront d'autant plus douloureuses qu'elles n'auront pas été anticipées.

Réviser la PAC sans oublier l'arme alimentaire.

Depuis les accords de Berlin et le compromis de Luxembourg de 2003, la fin de la PAC est programmée pour 2013. D'ici là, vont progressivement s'instaurer la libéralisation des marchés, la diminution des subventions de toute nature, y compris à l'exportation, et les aides directes aux agriculteurs. Il est vrai qu'on subventionnait les produits : 80 % des aides allaient ainsi aux 20 % des agriculteurs qui produisaient, le plus souvent de façon intensive, au détriment des ressources en eau et de l'environnement.

On comprend bien qu'avec le découplage, progressif ou total suivant les pays, des aides par rapport à la production, les 80 % d'agriculteurs qui recevaient 20 % des aides ne produiront que s'ils gagnent plus en produisant qu'à ne rien faire. C'est une véritable révolution programmée de l'agriculture européenne, où l'on espère acheter le silence d'agriculteurs, de moins en moins nombreux, en continuant à les subventionner sans produire, ou sinon avec des conditions environnementales contraignantes justifiées. Ce scénario du dernier des Mohicans n'est pas rejeté par les agriculteurs, qui peuvent y trouver leur compte. On rémunère la rente des productions passées et, comme ils sont moins nombreux, chacun peut toucher autant, voire plus, même si l'aide globale diminue. Il risque, cependant, de conduire à une renationalisation partielle de la politique agricole.

La PAC représente plus de 40 % des dépenses communautaires pour 2 % de la population active. Ses adversaires ne manquent pas de mettre ce chiffre en avant pour réclamer son démantèlement, au nom des autres priorités européennes, imposées par l'élargissement, et, tout simplement, de la modernité qui invite à développer la recherche, la formation, les infrastructures et les politiques sociales. En réalité, l'agriculture est le seul domaine où la politique communautaire a remplacé les politiques nationales, et l'aide publique totale, européenne et nationale, qui est consacrée en Europe à l'agriculture, ne dépasse pas sa proportion dans la population active.

En Europe, la PAC a été un formidable succès. Mais elle devra être révisée en profondeur, ne serait-ce qu'en raison de l'intégration de nouveaux pays membres à l'Est, impliquant la reconversion et la modernisation d'une agriculture qui, en termes de population active occupée, rappelle celle de la France des années 1950.

⁴ McKinsey, 2006, *Étude sur la compétitivité industrielle française*, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

L'agriculture raisonnée, soucieuse de traçabilité et de respect de l'environnement, n'est qu'un premier pas vers l'agriculture durable. Il est vrai que les subventions accordées dans les pays riches conduisent à des prix mondiaux artificiels, déconnectés des coûts de production, et finalement trop bas pour rémunérer les productions et les exportations des pays les moins développés. Ainsi, concernant le coton, aux États-Unis comme en Europe, où se concentre 70 % de la production totale, la subvention par kilo est devenue supérieure au prix de vente. Dans ces conditions, le coton africain, pourtant plus compétitif, ne peut être rémunéré à sa juste valeur et sa production, ainsi que ses exportations, ne peuvent être développées normalement. Le même constat vaut pour les céréales, le sucre et la plupart des denrées de base.

En raison du poids des États-Unis, le prix mondial des produits agricoles est souvent un prix de *dumping* apte à assurer l'écoulement des excédents américains. Si réviser la PAC, dans le sens du développement durable, s'impose, le faire indépendamment de la pression des États-Unis ne sera pas moins important. Tous les pays de l'Union ne sont pas également concernés. La France représente 20 % de la valeur ajoutée nette de l'agriculture européenne, l'Italie, 19 %, l'Espagne, 18 %, les autres venants loin derrière (l'Allemagne avec 10 %, la Grèce avec 7 %, le Royaume-Uni avec 6,5 %). L'Europe ne doit pas pour autant baisser la garde. Les aides sont un peu inférieures en volume aux États-Unis, mais plus élevées par agriculteur (20 000 US\$ aux USA, 14 000 US\$ dans l'UE). Selon les dispositions de la *Farm Bill*, les aides américaines devraient augmenter de 70 % en dix ans. Ce n'est donc pas le moment de démanteler chez nous, et sans réfléchir, ce que les États-Unis renforcent chez eux. L'arme alimentaire ne peut être laissée aux seuls États-Unis ; l'Europe aussi doit en disposer.

Retenons le message que délivre l'agriculture : la mondialisation des marchés et des économies a des limites. Faute de protéger ces secteurs porteurs de l'identité nationale, et les biens patrimoniaux correspondants, on prend le risque de déstructurer les sociétés en bouleversant les modes de vie et de relation

Quand l'industrie va, tout va !

Dans cette économie mondialisée, l'Europe n'a pas à rougir de sa position. L'Europe des Vingt-Cinq est de loin la première puissance commerciale du monde : si l'on exclut ses intra-échanges (qui représentent, en moyenne, plus des deux-tiers des exportations de chaque pays membre), elle assure 19 % des exportations mondiales, contre 14 % pour les États-Unis et autour de 9 % pour le Japon et la Chine. Ses échanges extérieurs, même avec la facture énergétique, qui a doublé depuis 2002, restent presque équilibrés, avec un déficit d'environ 60 milliards d'euros, mais un excédent de plus de 70 milliards d'euros, si l'on considère la zone euro, tirée par l'Allemagne. Tel n'est pas le cas des États-Unis, qui accusent un déficit extérieur abyssal de plus de 500 milliards d'euros, alors que la Chine enregistre un excédent de 27 milliards d'euros et le Japon de 78 milliards d'euros pour 2004 (derniers chiffres connus).

Cette bonne performance est essentiellement due à l'Allemagne industrielle, qui a digéré la réunification, et enregistrait, en 2004, un excédent de près de 160 milliards d'euros (contre 30 en 1993 et 60 en 2000). A l'exception notable de l'Irlande, qui avait aussi un solde positif de 35 milliards d'euros vis-à-vis du reste du

monde non européen, et de l'Italie en équilibre, tous les autres pays européens accusent un déficit structurel avec, 13 milliards d'euros pour la France, 56 milliards d'euros pour l'Espagne et 94 milliards d'euros pour le Royaume-Uni. Comment expliquer de tels écarts au sein des pays de l'Union ?

Une seule explication résiste à l'analyse : les pays les plus performants dans la compétition internationale sont tout simplement ceux qui ont su garder une base industrielle solide. Si le poids de l'industrie et de l'énergie dans la valeur ajoutée de l'Europe des Vingt-Cinq se situe autour de 20 %, en moyenne, il est de 25 % pour l'Allemagne, de 28 % pour l'Irlande et de 21 % pour l'Italie, contre seulement 18 % pour le Royaume-Uni et l'Espagne et 16 % pour la France. Cette avalanche de chiffres en dit long sur les perspectives d'avenir.

L'Allemagne pèse deux fois plus que la France dans les exportations de l'Union vis-à-vis du reste du monde (27 % contre 13 %). L'essentiel de sa force provient de l'excédent pour les « machines et équipements » : 155 milliards d'euros, contre seulement 11 milliards pour la France ; les « produits chimiques » : 31 milliards d'euros, contre 10 milliards pour la France ; et les « autres produits manufacturés » : 29 milliards d'euros contre, cette fois, un *déficit* de 19 milliards pour la France. Ce dernier poste est particulièrement révélateur du fait qu'une bonne spécialisation industrielle est le meilleur rempart contre l'invasion des importations en provenance des pays émergents à bas coûts de main d'œuvre.

Pour muscler l'industrie européenne face à la compétition internationale, il n'y a pas d'autre voie à suivre que celle de la spécialisation dans les productions innovantes et à haute valeur ajoutée. Il n'y a pas de secteurs condamnés, ni de fatalité dans les difficultés des entreprises ; il n'y a que des managers défaillants et des entrepreneurs qui ont cessé de remettre en cause leur production, alors qu'il faut innover pour gagner dans un monde en perpétuel changement. Les entreprises qui se contentent de vendre ce qu'elles produisent sont condamnées. Pour conquérir les marchés, il faut produire ce qui se vend, c'est-à-dire des biens et des services répondant à des besoins réels ou latents. Les entrepreneurs innovants sont bien les magiciens de la croissance. Mais attention, l'innovation est plurielle : technique pour les process et les produits, mais aussi commerciale, sociale et financière.

Il n'y aura pas de croissance durable sans berceaux

Les rapports sur la technologie, l'innovation, la compétitivité sont légions. L'homme n'y est souvent abordé que comme capital humain, et sous l'angle de la formation, considérée, à juste titre, comme un investissement et un facteur de croissance à long terme. La démographie n'y est traitée qu'à travers le vieillissement par le haut (plus de personnes âgées) et les problèmes qui en découlent, mais quasiment jamais relativement aux conséquences du vieillissement par le bas (moins de jeunes), sur la croissance et sur la place de l'Europe dans le monde.

Les économistes « *refusent de voir* » le lien entre croissance économique et dynamique démographique et ne cherchent donc pas à le vérifier⁵. La comparaison des taux de croissance entre l'Europe et les États-Unis fait généralement appel à la

⁵ Sauvy (Alfred), 1980, « Démographie et refus de voir », in *L'enjeu démographique*, Éditions de l'Association pour la Recherche et l'Information Démographique (APRD)

technologie pour expliquer des différences sur le long terme. On peut se demander s'il n'y a pas aussi un effet de « multiplicateur démographique »⁶.

Attention au mirage technologique de la société de la connaissance

L'Europe s'est entichée du concept de société ou d'économie de la connaissance pour lequel elle s'est fixée un objectif de *leadership* mondial. L'Europe vieillissante se rassure pour l'avenir, s'imaginant peuplée de cheveux gris savants, jeunes d'esprit et champions de l'innovation.

Certes, la capacité des organisations à « apprendre à apprendre » est devenue un facteur-clé de compétitivité, mais pourtant les entreprises développent des pratiques contraires : l'urgence et la réactivité prévalent sur l'anticipation et le projet. La mémoire des idées est ignorée, voire détruite. La mise à la casse des travailleurs âgés de plus de 55 ans, qui sont porteurs de ce fameux capital humain, tant vanté par ailleurs, témoigne du même gâchis. Pour aller dans le sens de l'économie de la connaissance, il faut certainement respecter la connaissance et non la maltraiter.

La connaissance est bien le moteur de l'innovation. Mais, la technologie, bien qu'importante, ne saurait constituer l'essentiel. Cessons de considérer que la dépense de R&D est le principal indicateur porteur d'espoir pour l'avenir. Plus que le montant, compte l'efficacité de la dépense. Les comparaisons internationales montrent que les entreprises les plus performantes dans un secteur sont celles qui font un effort moyen en R&D et qui, donc, agissent en dépensant moins (1).

A la lumière de ce diagnostic, faut-il vraiment, comme le préconisent tant de rapports officiels, lancer des grands projets de recherche dans les secteurs de haute technologie et développer l'enseignement supérieur long ? La France, contrairement à l'Allemagne, investit déjà beaucoup trop dans les secteurs « recherchivores » (2) et pas assez pour stimuler les recherches dans les secteurs de moyenne ou basse technologie et dans les PME. Elle a presque deux fois plus de diplômés de l'enseignement supérieur que l'Allemagne, cinq fois moins d'apprentis et son solde extérieur en bien d'équipements est trois fois plus faible ! Cherchez l'erreur ! Comparée à l'Allemagne, la France manque surtout de grandes PMI, en raison du coût capitalistique très élevé et des problèmes liés à la transmission du patrimoine (3). Ce message n'était, jusqu'ici, guère entendu, ni à Paris, ni à Bruxelles, la stratégie de Lisbonne étant d'abord soucieuse d'investissements dans les technologies de l'information.

(1) Le cabinet américain de conseil en stratégie Booz Allen Hamilton a même montré, en analysant les 1 000 premières entreprises mondiales, selon leur budget R&D, qu'il n'y avait pas de lien direct entre le montant des dépenses de R&D engagé et le succès de ces entreprises, qu'il soit mesuré en termes de croissance du chiffre d'affaires, de rentabilité ou de retour sur investissements pour les actionnaires ("Money Isn't Everything. Lavish R&D budgets don't guarantee performance", *strategy+business*, issue 41, winter 2005).

(2) 40 % des dépenses publiques de recherche sont concentrés dans le nucléaire, l'espace et le militaire et profitent d'abord à quelques grandes entreprises.

(3) Il n'y a, en France, que 2 000 entreprises industrielles de plus de 250 salariés. Elles comptent pour 65 % de la valeur ajoutée du secteur et assurent les quatre cinquièmes des exportations. 25 % de la valeur ajoutée revient aux 20 000 entreprises ayant entre 50 et 250 employés. Et il n'y a que 1 % des créateurs, soit 2 000 par an, qui se lancent dans l'industrie

Les pays européens sont comme des vergers dont les arbres, en plein rendement pendant 40 ans, arrivent à maturité sans que l'on ait prévu leur remplacement par de jeunes pousses. Or, pour investir et consommer, il faut avoir confiance en l'avenir et besoin de s'équiper, autant de caractéristiques qui,

⁶ Philippe Durance, Michel Godet, 2006, « Pas de croissance durable sans enfants », *Questions d'Europe*, Fondation Robert Schuman, n°26, 21 avril

malheureusement, régressent avec l'âge. Les ressorts du dynamisme sont les mêmes dans les domaines économique et démographique : le goût de vivre s'exprime à la fois par l'initiative économique et par l'accueil des enfants. L'esprit d'entreprise est cousin de l'esprit de famille !

Les dirigeants européens ont déjà pris conscience du vieillissement par le haut. Ils savent que l'équilibre de nos systèmes de retraite et de santé nécessitera des mesures douloureuses. Il faudra aussi assurer le financement de la dépendance des personnes âgées de 80 ans et plus, dont le nombre doublera d'ici à 2035 ! On peut reculer les échéances, mais il faudra que les plus jeunes, encore actifs mais moins nombreux, paient pour les anciens.

Les facteurs de développement des territoires sont, d'abord, endogènes et dépendent avant tout de la dynamique économique des actifs qu'ils comprennent. Plus ces derniers sont nombreux et entreprenants, plus le territoire est en bonne santé. En bref, les causes des difficultés sont d'abord internes, et l'impact de la globalisation sur nos économies doit être fortement relativisé.

Pour compenser son déficit démographique, l'Europe va devoir ouvrir ses frontières à une forte immigration de manière plus choisie et s'attacher à réussir l'intégration par des politiques publiques et familiales plus volontaristes quant à l'intégration. Cette dernière se fera d'autant mieux qu'il y aura brassage et mixité, notamment dans les écoles. D'où la nécessité d'une relance de la natalité dans les vieux pays européens où une femme sur deux voudrait un enfant de plus, mais doit y renoncer en raison des difficultés à concilier vie familiale et vie professionnelle⁷. Le vieillissement par le haut est une bonne nouvelle pour les Européens, qui vivent plus longtemps en bonne santé ; cela devient un problème quand la relève des générations n'est pas assurée. C'est bien le vieillissement par le bas de la pyramide des âges qu'il faut éviter. Il ne servirait à rien d'avoir sauvé les baleines s'il n'y avait plus d'enfants pour les observer.

	Population			PIB (1)			PIB/habitant (1)			PIB/actif (1)		
	80/90	90/2000	2000/2005	80/90	90/2000	2000/2005	80/90	90/2000	2000/2005	80/90	90/2000	2000/2005
Etats-Unis	0,9	1,2	1,1	3,3	3,3	2,6	2,3	2,1	1,5	1,5	1,7	1,8
Europe (15)	0,3	0,4	0,4	2,4	2,3	1,6	2,1	1,9	1,2	1,7	1,7	0,8
Japon	0,6	0,3	0,1	3,9	1,2	1,5	3,4	1,0	1,3	3,0	0,9	1,8
France	0,5	0,4	0,6	2,5	2,1	1,5	2,0	1,7	0,9	2,2	1,5	1,0
Allemagne	0,1	0,3	0,1	2,3	2,1	0,7	2,2	1,8	0,7	1,3	1,8	0,9
Royaume-Uni	0,2	0,3	0,4	2,6	2,5	2,3	2,5	2,2	1,9	1,9	2,2	1,4
Italie	0,1	0,0	0,5	2,4	1,6	0,6	2,4	1,5	0,1	1,8	1,5	- 1,0
Espagne	0,3	0,3	1,5	2,9	2,8	3,2	2,6	2,5	1,7	1,8	1,0	0,3
Pays-Bas	0,6	0,6	0,5	2,2	2,9	0,8	1,7	2,3	0,3	1,1	0,9	0,8
Danemark	0,0	0,4	0,3	1,6	2,3	1,4	1,5	1,9	1,0	1,2	1,8	1,4

Tableau 1— Population, PIB, PIB par habitant et PIB par actif occupé (taux de croissance moyen annuel sur la période, en %). Source : Rexecode, 2006

⁷ Commission européenne, 2002, *Attitudes of Europeans towards fertility: ideals, desires and realizations*, Eurobarometer, n°56.2 ; 2004, *Rapport du Groupe de Haut Niveau sur l'avenir de la politique sociale dans une Union européenne élargie*, Direction générale de l'emploi et des affaires sociales, mai